

Asie centrale



Centre d'Almaty

Le Kazakhstan a été confronté en 2005 à de nouveaux défis dans les domaines de la sécurité, de la réforme de la législation et des élections. Prêtant une oreille attentive aux préoccupations du pays hôte, le Centre de l'OSCE à Almaty lui a fourni son soutien pour parvenir à un équilibre entre sécurité et droits de l'homme, stabilité et ré-

forme, droits et responsabilités. Les parlementaires kazakhs et le Centre se sont activement employés à faciliter la participation d'experts internationaux aux examens et aux analyses de projets de lois, de stratégies et de plans dans les domaines de la sécurité, de l'extrémisme, des organisations non gouvernementales (ONG), de la traite des êtres humains,

de la justice, de la lutte contre la corruption et des médias.

Le Centre d'Almaty a continué de s'intéresser aux besoins spécifiques des régions et il a transféré certaines de ses activités vers Astana, la nouvelle capitale. Il a accordé une attention particulière au renforcement de la coopération et de la confiance entre les institutions

publiques et démocratiques d'une part et entre la société civile et le grand public de l'autre. Compte tenu de leur rôle déterminant pour appuyer les processus démocratiques dans le pays, le Centre a ciblé spécialement les jeunes et les jeunes professionnels dans tous les domaines d'activité.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Moyens alternatifs de maintenir la sécurité. En coopération avec l'Unité d'action contre le terrorisme et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), le Centre a facilité des travaux de recherche, des visites, des tables rondes et des ateliers consacrés à l'analyse des risques et à la recherche d'alternatives non législatives appropriées pour prévenir et combattre les nouveaux risques sécuritaires tels que le terrorisme et l'extrémisme violent. Dans le cadre de ces mesures préventives qu'il continue de privilégier, le Centre a favorisé le dialogue interethnique et interreligieux et assuré la formation de journalistes qui couvrent des questions relatives au terrorisme et à l'extrémisme. Il a également suivi les développements dans le domaine de la législation en matière de sécurité et facilité l'analyse et l'examen de lois nouvelles et modifiées. En prêtant son concours à la formation à la médiation, le Centre a contribué à renforcer les capacités d'experts d'ONG de toutes les régions du Kazakhstan en matière de prévention et de règlement de conflits.

« Je vote pour la première fois ! »

L'enseignant Evgeni Miasnikov a demandé aux élèves de sa classe de dixième année à l'École numéro un de la ville de Karaganda dans le Kazakhstan central ce qu'ils attendaient de la prochaine leçon qui s'inscrivait dans le cadre du programme « Je vote pour la première fois ! » exécuté par *Elections-2000*, financé par le Centre de l'OSCE, et soutenu par la Commission électo-

rale centrale et le Ministère de l'éducation.

L'un d'eux répondit : « De me rendre compte à quel point il importe de participer aux élections ».

Et un autre a déclaré : « D'être en mesure de comprendre pleinement ma responsabilité dans le choix que je fais ».

Dans sa classe de dixième année au Lycée 38, l'enseignant Oleg Balanetskiy a demandé à ses élèves si la participation aux élections était facultative. L'un d'eux lui répondit : « elle l'est. Mais vous devez aller voter car l'avenir de votre pays en dépend ».

Ces jeunes font partie des 7 000 élèves d'établissements d'enseignement secondaire de dix régions du Kazakhstan ayant participé au programme qui s'adresse aux élèves bientôt en mesure de voter. Les électeurs en âge d'aller à l'université représentent au moins 35 pour cent de l'électorat.

Le Centre a fourni une assistance et des services d'experts internationaux à la police kazakhe, en particulier dans les domaines de la formation de la police et de la police de proximité.

Education civique et participation des électeurs. A l'approche de l'élection présidentielle de décembre 2005, le Centre a prêté son soutien à deux campagnes nationales d'éducation et de mobilisation des électeurs qui s'adressaient spécialement aux jeunes et aux futurs électeurs.

Destruction d'armes et de munitions dangereuses. Pour répondre aux préoccupations sécuritaires et environnementales des autorités

kazakhes, le Centre a facilité des missions d'évaluation des besoins, des échanges d'informations et l'élaboration d'un concept pour le stockage et la destruction sans risques d'armes et de munitions excédentaires et dangereuses. Une attention particulière a été accordée aux risques sécuritaires posés par les composants toxiques de propergols. (Pour plus d'information à ce sujet, veuillez vous reporter à la page 13.)

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Conformément aux engagements de l'OSCE, le Centre se préoccupe de plus en plus de la lutte contre la corruption, du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Il a également poursuivi en 2005 ses activités à l'appui des petites et moyennes entreprises, du tourisme et de la sensibilisation aux questions environnementales ainsi que de l'accès à des informations en la matière.

ACTIVITES ECONOMIQUES

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le Centre s'est activement employé à promouvoir la coopération internationale dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et a contribué à la mise en place d'un cadre juridique et à l'établissement d'une agence nationale centrale chargée de recevoir, d'analyser et de diffuser des informations pour combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le Centre a organisé

des ateliers et des voyages d'études pour aider le Kazakhstan à acquérir les compétences spécialisées nécessaires pour l'adoption de la législation et des outils administratifs s'y rapportant. Au cours de réunions régulières, des experts se sont concentrés sur un concept légal et institutionnel conforme aux normes internationales. Dans le prolongement des réunions d'experts, le Centre a organisé des activités de sensibilisation des parlementaires et du personnel ministériel.

Activités anti-corruption. Les autorités kazakhes ont invité le Centre à les aider dans leurs efforts visant à adhérer aux accords internationaux en la matière et à adopter une stratégie nationale et un plan d'action pour lutter contre la corruption. Le Centre a donc facilité la participation des autorités kazakhes au Plan d'action d'Istanbul de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques et organisé une formation à l'intention des procureurs de district ainsi que des échanges d'informations avec des organismes de lutte contre la corruption d'autres Etats participants de l'OSCE.

ACTIVITES ENVIRONNEMENTALES

Convention d'Aarhus. Le Centre a fait porter l'essentiel de ses activités environnementales sur la promotion de la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en matière environnementale. Dans le cadre d'une série de débats publics dans sept villes du pays, des activistes de la société civile et des représentants officiels ont évalué et commenté le Rapport national sur la mise en œuvre de la Convention d'Aarhus. Dans le prolongement de cette activité, le Centre a organisé des réunions consultatives entre ONG et principaux ministères ainsi que des réunions du Conseil écologique public visant à élaborer un code environnemental et un cadre pour l'établissement de centres Aarhus au Kazakhstan. Le Centre a également prêté son concours aux autorités environnementales kazakhes pour évaluer dans quelle mesure le pays était prêt, d'un point de vue technique et législatif, à adhérer au *Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants*

adopté à Kiev en 1993.

Activités liées à la dimension humaine

L'état de droit, le renforcement des capacités et l'appui à la société civile, ainsi que les activités de lutte contre la traite des êtres humains et les questions de parité des sexes étaient les principales priorités du Centre en 2005. Plusieurs projets de lois ayant été proposés et adoptés au cours de l'hiver et du début de l'été, le Centre a facilité plusieurs activités visant à encourager le débat public et continué de promouvoir la liberté des médias et d'améliorer les compétences journalistiques par le biais de *master classes*, destinées en particulier aux jeunes journalistes de la région.

Activités de lutte contre la traite des êtres humains. Le Centre a prêté son concours au Kazakhstan dans la lutte contre la traite des êtres humains. Pour aider le pays à élaborer un nouveau plan d'action national sur la lutte contre ce fléau, le Centre a, en étroite concertation avec le BIDDH, commandé une étude sur la traite des êtres humains, axée sur le travail forcé au Kazakhstan et les mécanismes nationaux d'orientation. En coopération avec le Ministère de la justice, le Centre a organisé un séminaire sur les résultats de l'étude et les recommandations visant à améliorer la protection des victimes de la traite. Ces résultats ont également servi pour la formation de membres d'ONG aux mécanismes nationaux d'orientation comme moyen de renforcer la coopération entre ONG et autorités dans la protection des droits des victimes de la traite.

Droits de l'homme. Le Centre a prêté son concours à la Commission présidentielle des droits de l'homme qui est chargée de coordonner le processus d'élaboration d'un *plan d'action national relatif aux droits de l'homme*. Il lui a fourni des services d'experts internationaux et a participé à ses réunions.

Le Centre a également encouragé et favorisé la ratification rapide en 2005 de deux pactes des Nations Unies : le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* et le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et*

culturels que le Kazakhstan a signés en 2003. Pour faciliter ce processus, le Centre a organisé une conférence sur la mise en œuvre d'accords internationaux et plusieurs autres activités de sensibilisation et de discussion.

Etat de droit. Le Centre a coopéré étroitement avec des experts du BIDDH pour offrir une assistance au Kazakhstan en formulant des observations sur plusieurs projets de lois, tels que la loi sur l'extrémisme, et sur les amendements à la législation relative à la sécurité nationale et aux organisations non commerciales. Les activités relatives à l'état de droit ont couvert un vaste éventail de questions, telles que l'autorisation judiciaire d'arrestation, des questions relatives aux enquêtes supplémentaires, l'observation des procès et la liberté de réunion.

Activités liées à l'éducation aux droits de l'homme. Le Centre a organisé une série d'activités éducatives telles qu'une formation aux droits de l'homme en langue kazakhe à l'intention d'enseignants et d'éducateurs d'écoles secondaires et des séances de formation aux droits de l'homme pour des élèves en droit et le personnel d'institutions pénitentiaires. Il a également facilité la coordination entre ONG et institutions gouvernementales travaillant sur ces questions.

Questions de parité des sexes. Les questions de parité des sexes, avec un intérêt particulier pour le renforcement de la participation des femmes à la vie publique, sont l'une des priorités du Centre. Il a travaillé en étroite coopération avec les autorités kazakhes et les institutions compétentes de l'ONU et a encouragé l'élaboration d'une stratégie pour l'égalité des sexes au Kazakhstan entre 2006 et 2016, qui a été adoptée le 29 novembre. Ces activités ont été menées en étroite coordination avec des ONG partenaires qui s'emploient à promouvoir l'égalité des chances pour les femmes et les hommes en politique, ainsi qu'avec des organisations internationales, dont le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.

Dans ses activités connexes, le Centre s'efforce d'aller à la rencontre des groupes les plus vulnérables, tels que les victimes d'actes

de violence familiale. Il a organisé une formation à l'intention de 28 juristes d'ONG partenaires qui travaillent en tant que conseils pour ces victimes et les représentent dans les tribunaux. Il a par ailleurs organisé, conjointement avec l'ONG canadienne *Equitas*, des consultations entre ONG et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence à l'égard des femmes.

Professionalisme et liberté des médias. Le Centre s'est activement employé à promouvoir le perfectionnement professionnel des journalistes locaux et un meilleur accès à l'information tant pour les médias que pour le public. Dans le prolongement du programme de master classes de 2004, il a organisé une série de formations spécifiques à l'intention de plus de 150 journalistes sur des questions ayant trait à l'économie, aux élections, à la sécurité, aux droits de l'homme et à la société civile. Il s'est également concentré sur le développement du journalisme d'enquête, son contexte déontologique et son cadre juridique. Dans le souci d'améliorer l'accès à l'information, le Centre a aidé à établir deux cafés Internet supplémentaires et à dispenser une formation à l'Internet à des journalistes locaux à Kostanay et Astana. Il a accordé une attention particulière aux connaissances des journalistes en droit, en particulier en ce qui concerne la défense contre la diffamation, ainsi qu'aux relations et à la coopération entre journalistes et services de presse gouvernementaux. A Almaty, le Centre a accueilli la septième Conférence des médias d'Asie centrale, qui avait pour thème le pluralisme des médias et l'Internet, et a ajouté une dimension régionale aux activités du Centre concernant les médias.

Chef du Centre :
M. l'Ambassadeur Ivar Vikki
Budget révisé : 1 683 900 €
www.osce.org/almaty

Centre d'Achgabat

Le Turkménistan a pris en 2005 un certain nombre de mesures en faveur du développement plus avant du pays. Une loi interdisant le travail des enfants a été mise en vigueur. Le pays a présenté son premier rapport au Comité de l'ONU pour les droits de l'enfant et a commencé à assouplir la procédure d'enregistrement de certains groupes religieux.

Le Turkménistan a accordé la citoyenneté à plus de 13 000 anciens citoyens du Tadjikistan, essentiellement des Turkmènes de souche qui ont été déplacés au cours de la guerre civile au Tadjikistan et ont trouvé gîte et logis au Turkménistan.

Parmi les priorités du Centre en 2005 figuraient le renforcement de la sé-

curité aux frontières et la lutte contre le trafic de drogues, la contribution au développement d'une économie de marché, l'appui aux programmes nationaux de protection de l'environnement et la fourniture d'une aide au pays dans le cadre du processus de démocratisation et de réforme de la législation.

Le Centre a poursuivi ses efforts visant à intensifier sa coopération avec les autorités et la société civile du pays, a élargi ses activités avec les organisations internationales et mis spécialement l'accent sur la promotion de la participation du Turkménistan aux activités de l'OSCE.

La participation de représentants et de personnes privées turkmènes aux

activités de l'OSCE s'est intensifiée en 2005. Des représentants officiels ont participé à la réunion de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Washington en juillet, à la Réunion sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine à Varsovie en septembre et à des réunions de l'OSCE sur des questions de sécurité, sur le travail des organismes chargés de l'application de la loi, ainsi que sur des questions juridiques et humanitaires.

Le Centre a renforcé sa coopération avec la communauté internationale. En collaboration avec le Programme d'assistance technique de l'Union européenne à la communauté d'Etats indépendants (TACIS), le Centre a conti-

nué de mettre en œuvre un certain nombre de projets à long terme, tel qu'un projet de microcrédit pour des associations d'agriculteurs bénévoles et des cours d'informatique et d'anglais pour les employés des organismes d'Etat. Parmi les nouvelles initiatives conjointes figuraient des projets entrepris en coopération avec les ambassades du Royaume-Uni et des Etats-Unis, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Peace Corps des Etats-Unis et l'Agence américaine pour le développement international.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Renforcement des capacités des agents des services des frontières et des douanes.

Dans cette dimension, l'une des principales activités du Centre vise à accroître le professionnalisme et les capacités opérationnelles des services turkmènes des frontières et des douanes.

En avril, six membres des services des frontières et des douanes du pays ont pris part à un stage de formation d'une durée d'une semaine dans le sud de l'Allemagne, qui était organisé par le Centre d'Achgabat avec l'appui du Gouvernement turkmène et du Ministère allemand des finances. La formation s'est déroulée à des postes frontières entre l'Allemagne, la France et la Suisse et a comporté la visite d'un centre régional et d'un bureau d'enquêtes pénales des douanes. Les participants ont observé comment d'autres pays faisaient face à un trafic frontalier intense et se sont familiarisés avec les techniques les plus récentes de prévention du trafic de drogue, d'armes, d'êtres humains et de transfert illégal de ca-

pitaux ainsi que d'enquête en la matière.

Table ronde sur la coopération transfrontière.

En septembre, le Centre a organisé pendant deux jours une table ronde sur la coopération transfrontière axée sur l'équilibre approprié entre impératifs légitimes de sécurité des frontières et principes de libre-circulation des biens et des personnes à travers les frontières. La table ronde a réuni des représentants des services des frontières et des douanes ; du service d'inscription des citoyens étrangers ; du Bureau du Procureur général ; des Ministères de la défense, de la justice et de la sécurité nationale ; et des spécialistes allemands, russes et turkmènes, ainsi que de l'OTAN, du Centre Marshal et de la Commission européenne.

« Une frontière est plus qu'une ligne de division géopolitique. C'est le point où les pays doivent coopérer le plus efficacement possible pour la sécurité et la prospérité de tous. »

M. l'Ambassadeur Ibrahim Djikic
Chef du Centre d'Achgabat

Formation pratique à la maîtrise des armements. Un stage de formation d'une durée de deux semai-

nes portant principalement sur la mise en œuvre des mesures de confiance et de sécurité de l'OSCE a été organisé à l'intention de spécialistes turkmènes de la maîtrise des armements. Tenu en novembre et en décembre au Centre de vérification des forces armées allemandes à Geilenkirchen, le stage leur a également permis de participer en direct à une inspection de vérification en Suisse.

Projet ONU-OSCE sur l'identification et l'analyse des drogues.

En coopération avec le Bureau de l'ONUDC au Turkménistan, le Centre a organisé deux stages de formation pratique d'une durée d'une semaine sur l'amélioration des capacités d'enquête et d'interdiction du personnel turkmène chargé de l'application de la loi dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue. Les stages de formation, qui se sont déroulés en octobre et en novembre, ont porté sur les méthodes d'identification et d'analyse des drogues et ont permis aux participants de mener des stages de formation à l'intention des agents chargés de lutter contre le trafic de drogue aux postes de contrôle aux frontières.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Appui au développement économique. Le Centre a mené à bien un projet en coopération avec le Service des impôts du Turkménistan visant à améliorer le mécanisme d'imposition en introduisant des technologies de l'information et des procédures comptables modernes, ce qui permettra une perception efficace et fiable des impôts et contribuera à réduire la corruption dans le système.

Dans le cadre d'une initiative coopérative avec le Programme TACIS de l'Union européenne, le Centre a continué d'apporter son soutien à un petit fonds auto-renouvelable de microcrédits pour quatre associations d'agriculteurs volontaires dans deux régions du Turkménistan. En coopération avec l'Ambassade de Grande-Bretagne, le Centre a prêté son concours au projet de création d'emplois pour les jeunes, qui a été mis en œuvre sur la côte de la mer Caspienne et a couvert plusieurs districts ruraux. Le but du projet était de fournir aux jeunes des informations sur l'activité indépendante et, grâce à des séminaires et à des centres de ressources, d'améliorer leur accès à la formation professionnelle. En collaboration avec l'Ambassade de Grande-Bretagne et l'Institut international Winrock pour le développement de l'agriculture, le Centre a lancé un projet d'appui à un centre de ressources et un programme de formation pour une coopérative agricole dans la région de Dashoguz du Turkménistan septentrional. Ce projet favorisera le développement des techniques agricoles locales et contribuera au renforcement des capacités dans le domaine des pratiques commerciales et de marketing.

Les agriculteurs acquièrent des compétences de gestion.

En octobre, en coopération avec TACIS, le Centre de l'OSCE a élargi son fructueux projet de microcrédits à l'intention des associations d'agriculteurs volontaires après que les quatre associations participantes aient remboursé le crédit qui leur avait été alloué en 2004 et qu'elles avaient investi dans du bétail, des semences et du matériel indispen-

sable pour développer leurs entreprises. Dans le cadre du programme élargi, les partenaires ont organisé des formations en informatique et à la planification d'entreprise à l'intention de représentants de chacune des associations.

« Ce stage de formation a doté les associations d'agriculteurs volontaires des compétences qui leur sont nécessaires pour passer à l'étape suivante dans leur travail, tirer parti au maximum du programme de microcrédits et entamer des projets coopératifs plus complexes qui leur sont propres », a déclaré Farhat Orunov, le coordonnateur local du projet. « Tous commencent à comprendre qu'ils ne sont pas seulement des agriculteurs, mais également des entrepreneurs. »

Promotion de la sensibilisation à l'environnement. Le Centre a poursuivi sa coopération avec le Ministère turkmène de la protection de la nature, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national en faveur de l'environnement. En plus du soutien apporté à la publication de 2 500 exemplaires du premier manuel en turkmène sur l'écologie, le Centre a également appuyé une conférence organisée par le Ministère de la protection de la nature pour examiner la mise en œuvre du Plan d'action. Plus de 80 représentants de divers ministères, instituts de recherche, associations publiques et organisations internationales de tout le pays y ont participé.

En coopération avec l'Ambassade des Etats-Unis, le Centre a financé l'établissement de centres de ressources dans plusieurs régions afin d'accroître les capacités de la Société de la conservation de la nature du Turkménistan, une organisation environnementale publique agréée qui compte plusieurs milliers de membres.

Lutte contre le financement du terrorisme. En décembre, un atelier d'une durée de deux jours a porté principalement sur les outils juridiques et administratifs pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Dix-huit hauts fonctionnaires représentant la Banque centrale du Turkménistan, la Cour suprême, les Ministères des affaires étrangères et de la défense ainsi que les orga-

nismes chargés de l'application de la loi ont participé à cet atelier qui était organisé par le Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE, l'ONUUDC, le Gouvernement turkmène et le Centre de l'OSCE. Des experts internationaux y ont présenté les principaux instruments internationaux relatifs à la lutte contre le blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme ainsi que les institutions qui s'occupent de ces questions et ont aidé les participants à cerner les besoins pour le développement plus avant de la législation turkmène.

Activités liées à la dimension humaine

Soutien à la réforme législative.

Le Centre a continué d'offrir l'expertise et des avis juridiques de l'OSCE sur les meilleures pratiques pour la réforme législative du pays.

Démocratisation et société civile.

Dans ce domaine, le Centre a favorisé la participation de représentants de la société civile à des séminaires à l'étranger, offert des possibilités de formation à des étudiants et financé les activités de diverses organisations non gouvernementales (ONG). Il a également prêté son concours à un camp d'été pour jeunes axé sur des questions de santé et de sécurité et parrainé, en coopération avec l'UNICEF, un concours artistique pour les enfants à l'occasion de la Journée internationale de la protection de l'enfance. Le Centre a donné aux ONG locales des conseils sur la façon d'appréhender la législation relative aux organisations publiques. Il a également continué de financer une « clinique juridique » qui a fourni à des citoyens turkmènes plus de 200 consultations juridiques gratuites sur des questions allant de la citoyenneté aux droits de propriété.

Promotion de l'éducation

Le Centre a fourni un appui à la publication d'un dictionnaire trilingue de la santé (turkmène, russe et anglais) élaboré et publié par des volontaires des Peace Corps des Etats-Unis en coopération avec des agents de santé et des professionnels de l'éducation locaux. Le Centre s'est employé à promouvoir le programme de maîtrise en sciences

politiques de l'Académie de l'OSCE à Bichkek et il a dispensé un module sur le Turkménistan aux étudiants de l'Académie.

Le Centre a sélectionné des étudiants de tout le Turkménistan et financé leur participation au Réseau des jeunes d'Asie centrale de l'OSCE, un projet lancé en 2004 et axé sur le renforcement de la tolérance et de la compréhension à l'échelle régionale.

En étroite coopération avec le Programme TACIS de l'UE, le Centre a continué de fournir un appui à la formation en informatique et à la langue anglaise des agents des douanes et des employés des établissements de soins et d'enseignement dans tout le pays.

Promotion des droits de

l'homme. En juin, en coopération avec l'Institut national turkmène pour la démocratie et les droits de l'homme, le Centre a organisé deux séminaires sur la législation internationale relative aux droits de l'homme. Ces séminaires, qui ont eu lieu à Mary et Turkmenbashi, ont réuni des représentants du Parlement, du Bureau du Procureur général, de la police, de l'Association du Barreau et du Service des frontières. Ils ont abordé des questions allant du développement historique des droits de l'homme et de l'état de droit à la mise en œuvre des normes du droit international et des procédures internationales de notification.

Observation. Tout au long de l'année, le Centre a continué de recevoir un nombre non négligeable de plaintes individuelles concernant notamment l'absence de respect des garanties d'une procédure régulière, le non-respect des droits de propriété et des restrictions sur la liberté de circulation. Le Centre a prodigué des conseils juridiques à des particuliers et a régulièrement porté certaines affaires à l'attention des autorités.

Quatre journalistes du Turkménistan ont remporté des prix lors du cinquième Festival du journalisme environnemental d'Asie centrale, qui s'est déroulé à Almaty en novembre. Le concours visait à identifier les meilleurs articles de journaux, documentaires et programmes de télévision et de radio sur des questions environnementales présentés par des journalistes de

toute l'Asie centrale. Le Centre de l'OSCE à Achgabat a permis à huit journalistes turkmènes de participer à cet événement.

Chef du Centre :

M. l'Ambassadeur Ibrahim Djikic

Budget révisé : 1 050 600 €

www.osce.org/ashgabad

Centre de Bichkek

L'année 2005 a été une année bien remplie pour le Centre de l'OSCE à Bichkek. Des changements rapides intervenus dans le contexte politique et social ont placé le Kirghizistan à la une de l'actualité pendant une bonne partie de l'année et exigé une prompt réaction de l'OSCE. La population est descendue dans les rues du pays à la suite des élections législatives

en février et en mars 2005, obligeant le Président à fuir le pays et, finalement, à démissionner. Une élection présidentielle anticipée s'en est suivie. Devant ces changements, le Centre a élaboré un plan de travail pour aider le pays à répondre à ses besoins immédiats et à plus long terme. (Pour de plus amples informations sur cette question, veuillez vous reporter à la page 24).

En dépit de ces bouleversements, le Centre est également parvenu à mettre en œuvre les activités prévues à l'avance pour l'année. Il a centré ses efforts sur les domaines suivants : renforcement de la stabilité politique et réforme législative, amélioration de la situation en matière de droits de l'homme et assistance au développement des médias, sécurité écologique,

développement de l'économie et bonne gouvernance. L'Organisation maintient un engagement de longue durée dans le pays à l'égard de la réforme de la police et de l'Académie de l'OSCE à Bichkek. En 2005, le Centre a mis en place un réseau de coordonnateurs de projets dans les régions du Kirghizistan afin d'accroître son rayon d'action.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Elections. Le rythme des réformes est allé en s'accroissant à l'issue des événements de mars. Le Centre a entrepris et appuyé diverses activités au cours des premières élections législatives le 27 février et de l'élection présidentielle du 10 juillet. Il a concentré son action sur l'assistance juridique et technique à la Commission électorale centrale (CEC), l'éducation des électeurs, la formation d'observateurs nationaux et l'élaboration de mécanismes d'alerte précoce en cas de violences liées aux élections. Le mécanisme de coordination des élections, instauré par le Centre en 2004, a permis d'orienter efficacement l'assistance internationale. A l'issue des élections, le Centre a travaillé avec plusieurs groupes pour promouvoir la réforme électorale.

Formation : Académie de l'OSCE à Bichkek. Par le biais de l'Académie de l'OSCE, l'Organisation investit dans les futurs décideurs d'Asie centrale. Fondée en 2002, l'Académie est un institut d'études et de recherche qui propose des programmes de formation pour experts et chercheurs sur les questions de sécurité régionale en mettant l'accent sur l'Asie centrale. L'Académie offre à un nombre restreint d'étudiants la possibilité de suivre un programme de maîtrise en sciences politiques (Asie centrale). La première promotion de 36 étudiants a obtenu son diplôme dans le cadre du programme de 2004/2005 le 1er juillet 2005. D'un groupe compétitif, l'Académie a sélectionné

en 2005 une nouvelle classe de 27 candidats originaires des cinq pays d'Asie centrale. L'Académie permet à ses étudiants d'acquérir de l'expérience dans un cadre de travail professionnel.

Police

Le Programme d'assistance de l'OSCE à la police et le Ministère kirghize de l'intérieur œuvrent conjointement dans le cadre d'un effort à long terme visant à transformer la milice kirghize en un service de police moderne.

Les événements politiques qui se sont produits en mars ont abouti à une détérioration presque complète de l'ordre public dans le pays. Pour remédier à cette situation, l'OSCE a élaboré un programme transitoire ciblé d'appui d'une durée d'un an.

Police multiethnique.

L'introduction d'une police multiethnique peut contribuer à renforcer la stabilité interethnique et l'intégrité sociale. L'OSCE et l'Académie kirghize de management ont organisé une série de projets à l'intention d'officiers de police de haut rang et des enseignants et cadets des écoles de police. Ces projets visent également à faciliter l'accès de représentants des minorités nationales aux structures de police.

Médias. L'action de l'OSCE porte actuellement sur les domaines suivants : fournir un appui juridique aux journalistes, contribuer à la transformation des médias d'Etat, assurer une formation en journalisme pour les services de presse de l'Etat, et promouvoir les centres d'appui aux médias régionaux ainsi

que l'accessibilité à l'Internet dans tout le Kirghizistan. L'Institution du Commissaire des médias, qui est partiellement financée par l'OSCE, fournit un appui juridique. Le Programme d'appui aux médias mis en place par le Centre s'est concentré sur l'observation des médias pendant les élections législatives et présidentielles.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Développement économique. En 2005, le Centre s'est employé à stimuler le développement de petites et moyennes entreprises (PME) et d'associations professionnelles, à attirer l'investissement étranger direct et à créer davantage de possibilités d'emploi pour les jeunes. Le Centre a également appuyé des initiatives visant à promouvoir le tourisme, à améliorer le cadre légal et réglementaire des PME, à consolider l'institution de l'arbitrage par un tiers et à promouvoir l'esprit d'entreprise des femmes rurales. En coopération avec une organisation non gouvernementale (ONG) locale, le Centre a organisé des programmes de formation de formateurs pour améliorer les capacités des communautés locales et du secteur public à appliquer un programme spécial d'emploi à l'intention de groupes socialement vulnérables.

Compte tenu du taux de chômage élevé chez les jeunes, le Centre et la fondation publique *Career and Employment Centre* ont exécuté un projet d'autonomisation des jeunes. Des étudiants d'université ont suivi

des cours périscolaires de commerce appliqué et ont reçu une formation préalable à l'emploi dispensée par des employeurs locaux. Le Centre a également coopéré avec le Secrétariat du Conseil national pour le développement de la femme et de la famille de la République kirghize sur la question cruciale de l'élimination de la discrimination latente à l'égard des femmes à la recherche d'un emploi et de l'amélioration de l'accès aux ressources économiques pour les femmes rurales.

Sécurité environnementale. Le Centre a prêté son concours au développement institutionnel et au renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité environnementale à l'échelon national et régional. Il s'est félicité d'une série d'initiatives visant à appliquer les conventions environnementales internationales. Il a également encouragé le journalisme environnemental en sensibilisant les communautés le long de la frontière kirghize-tadjike aux lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources en eau. En coopération avec le Ministère kirghize de l'écologie et des situations d'urgence et une ONG locale, le Centre a organisé des débats sur le Rapport national relatif à la mise en œuvre de la Convention d'Aarhus.

Bonne gouvernance, lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux. Le Gouvernement est conscient du fait que la corruption généralisée représente un frein majeur pour la croissance et une menace pour la prospérité. Le Centre a donc accordé une attention particulière aux questions relatives à la lutte contre la corruption. Il a prêté son concours aux autorités qui identifient actuellement les priorités d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption et de son plan d'action, priorités parmi lesquelles figurent la création d'un organisme indépendant de lutte contre la corruption.

Activités liées à la dimension humaine

Réforme constitutionnelle et législative. En 2005, le Centre a soutenu la réforme constitutionnelle. Il a prêté son concours au BIDDH et à

la Commission de Venise pour fournir une évaluation d'experts d'un projet d'amendement, qui permettra de mettre le cadre juridique du pays en conformité avec ses obligations internationales. En coopération avec le BIDDH, il a également fourni des avis d'experts sur plusieurs autres projets de lois relatifs, par exemple, au barreau et à l'Association du barreau. Il a encouragé les autorités à abolir la peine de mort et à humaniser davantage la législation pénale.

Promotion de l'équilibre entre les sexes et lutte contre la traite des êtres humains. L'OSCE s'est employée à promouvoir le rôle moteur des femmes et l'équilibre entre les sexes dans la prise de décisions. Afin d'établir un dialogue avec les femmes, qui ont joué un rôle déterminant dans la vie politique et publique du pays cette année, le Centre a fourni un appui à une série de réunions visant à sensibiliser davantage les femmes aux moyens pacifiques et constructifs d'exprimer leurs intérêts et de les défendre. Le Centre et le Conseil national kirghize pour la lutte contre la traite des êtres humains ont commencé à élaborer un nouveau plan d'action national sur la lutte contre la traite 2006-2008.

Bureau extérieur d'Och

En 2005, le Bureau extérieur d'Och a concentré son action sur les processus électoraux en observant l'évolution de la situation à l'issue des événements de mars dans les provinces méridionales de Djalalabad et d'Och. Le Bureau extérieur a contribué à organiser et à faciliter des activités de renforcement de la confiance à l'intention des organismes chargés de l'application de la loi et des responsables locaux afin d'apaiser les tensions qui étaient apparues au cours des événements de mars. A la suite des violences qui se sont produites au printemps à Andijan, dans l'Ouzbékistan voisin, les provinces d'Och et de Djalalabad ont accueilli des réfugiés. Le Bureau extérieur a observé la situation dans le camp de réfugiés d'Och en coopération avec d'autres partenaires internationaux et a organisé plusieurs activités de renforcement de la confiance afin d'y réduire les tensions provoquées par la présence de plus de 400 personnes. Le Bureau extérieur a égale-

ment suivi les procédures de demandes d'asile gérées par le Département des migrations du Ministère kirghize des affaires étrangères et le système des tribunaux afin de veiller à la transparence et à l'équité des procédures. La majorité des demandeurs d'asile a obtenu le statut de réfugié et a été accueillie par des pays tiers. Quatre des réfugiés ont été transférés dans des installations de détention provisoire en attente de leur procès.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Le Bureau extérieur a travaillé en étroite coopération avec des organisations locales de médias pour créer un centre de ressources pour journalistes dans la province méridionale de Batken. Le Centre a accueilli plusieurs activités visant à renforcer les capacités des journalistes à relater, rédiger et éditer des informations ainsi qu'à favoriser l'interaction entre presse gouvernementale et journalistes indépendants. Les activités de développement des médias ont également inclus la fourniture d'un soutien technique à une station radio à Kyzyl Kia pour lui permettre d'émettre à plus grande distance et de couvrir des zones isolées. Le Centre de ressources pour les médias a aidé Och TV à produire et à diffuser des documentaires sur la situation dans ces zones peu accessibles.

Développement économique. Le Bureau extérieur s'est concentré sur l'amélioration du climat des affaires dans le Sud du Kirghizistan en donnant aux entreprises locales les moyens d'intervenir auprès des autorités tant locales que centrales en faveur de leurs intérêts économiques. Ces initiatives visaient à accroître la participation du monde des affaires du Kirghizistan méridional à la prise de décisions relatives à la politique et à la législation économiques. La question du chômage et de ses conséquences pour le développement de l'économie locale était une autre priorité. Le Bureau a apporté son soutien aux structures locales d'enseignement et à l'organisation de formations spécialisées spécifiques à l'intention des jeunes et des chômeurs. Il a travaillé en étroite coopération avec le Ministère du travail et de la pro-

tection sociale pour répondre aux besoins des groupes les plus vulnérables en organisant un certain nombre d'activités de planification sociale participative.

Activités relatives aux droits de l'homme et à la lutte contre la traite des êtres humains. Le Bureau extérieur a créé un centre des droits de l'homme et de défense d'intérêts qui est utilisé par la plupart des ONG s'occupant des droits de l'homme dans le Sud du Kirghizistan pour s'y réunir et mener des campagnes de sensibilisation et de lobbying sur des questions urgentes. La traite des êtres humains était également une priorité en 2005. En coopération avec des ONG locales, le Bureau extérieur a mené à bien plusieurs initiatives de sensibilisation qui visaient à expliquer la traite des êtres humains à ses victimes potentielles tels que les travailleurs du sexe à des fins commerciales et les travailleurs migrants.

Nuripa se rétablit après avoir été une victime de la traite des êtres humains

Nous avons rencontré une victime de la traite des êtres humains par l'intermédiaire d'une femme dénommée Gulbara originaire du district d'Uzgen dans la province d'Och.

La jeune femme et son mari ont accepté un emploi au Kazakhstan pour un bon salaire journalier. A leur arrivée, elle découvrit que ce travail promis de longue date n'était pas disponible. Au lieu de cela, il lui fut ordonné de travailler sur une plantation de tabac. Elle y travaillait dur mais sans jamais être payée.

« Pendant longtemps, nous n'avions pas d'argent. Ils nous faisaient chaque fois des promesses et ne nous fournissaient même pas de soins médicaux », nous déclara Nuripa, une jeune femme de 22 ans originaire d'Uzgen.

Elle et son mari décidèrent de partir, mais ils n'avaient pas assez d'argent pour retourner au Kirghizistan. C'est là que l'OSCE est intervenue.

« Nous avons évalué ses besoins et lui avons proposé des cours d'informatique dans le cadre de notre projet de lutte contre la traite des êtres humains dans le Sud du Kirghizistan. Après avoir suivi le cours avec succès, Nuripa a obtenu un emploi d'administratrice

de systèmes dans une école locale », a déclaré Jérôme Bouyjou, Chef du Bureau extérieur d'Och.

« Volontaire et déterminée, Nuripa décida qu'elle en voulait davantage. Elle demanda à l'OSCE et à ses partenaires de lui permettre de participer à d'autres cours disponibles, notamment de couture. Elle suit actuellement ces cours. »

Chef de la Mission :
M. l'Ambassadeur Markus Mueller
Budget révisé : 2 454 800 €
www.osce.org/bishkek

Centre de Douchanbé

En 2005, le Centre de Douchanbé a lancé un projet de sécurité et militaire visant à détruire les armes légères et de petit calibre ainsi que les munitions conventionnelles et a poursuivi ses activités de déminage. Ses activités politiques ont porté principalement sur l'amélioration de la législation électorale

et la sensibilisation des jeunes à leurs droits civiques et politiques.

Le Centre a assisté le Gouvernement tadjik dans la mise en œuvre de sa stratégie de réduction de la pauvreté et l'élaboration d'une stratégie environnementale nationale. Il s'est employé à réduire la dégradation des écosys-

tèmes et s'est attaqué aux dangers des déchets radioactifs.

Le Centre a aidé le Gouvernement à progresser dans le domaine de la réforme judiciaire et à s'acquitter d'autres obligations relatives aux droits de l'homme. Il a contribué au développement de médias régionaux et aidé à

former de jeunes journalistes. Il a en outre sensibilisé les organisations non gouvernementales et les autorités à des questions telles que la parité des sexes et la lutte contre la traite des êtres humains et a renforcé leurs capacités dans ces domaines.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Petites armes, munitions conventionnelles et déminage. Le Centre a lancé un programme de destruction de 21 tonnes de munitions en excédent et de 26 000 pièces d'armes légères et de petit calibre. En juin, le Gouvernement norvégien a envoyé sur place un conseiller technique pour fournir un appui à la mise en œuvre de cette initiative. Les Etats-Unis, la Finlande, la Norvège, les Pays-Bas, la Slovénie et la Suède ont fait des promesses de dons. Le programme vise, dans un premier temps, à consolider les capacités nationales de destruction des armes conventionnelles. A cette fin, un centre de formation à la neutralisation de munitions et un site de démolition ont été inaugurés en novembre à Lohur, à 30 kilomètres de Douchanbé. Une équipe française y a formé 13 stagiaires des Ministères de la défense et de l'intérieur en procédant à la destruction de 8,5 tonnes de munitions. D'autres objectifs sont de renforcer les capacités de destruction d'armes légères et de petit calibre, d'améliorer la sécurité des stocks de ces armes, et de construire une installation de stockage de munitions à l'intention du Comité tadjik pour la protection des frontières de l'Etat.

Le Centre a prêté son concours au Ministère de la défense pour connecter à nouveau son Centre de vérification au réseau de communications de l'OSCE, créé à titre d'aide à la mise en œuvre du Document de Vienne 1999 qui énonce des procédures pour l'échange d'informations, la coopération, ainsi que des visites et des activités d'observation dans le domaine militaire entre Etats participants. Des

inspecteurs tadjiks ont été formés à la mise en œuvre du Document de Vienne, le Centre prévoyant un certain nombre d'inspections au titre de ce document en 2006.

Le Centre a alloué 360 000 euros à son programme d'action contre les mines. L'ONG *Fondation suisse de déminage*, partenaire d'exécution, a déminé 125 000 mètres carrés de terres. Elle a également détruit 4 546 tonnes de munitions non explosées, 1 032 mines antipersonnel et une mine antichar. Dans le souci de renforcer les capacités nationales, elle a dispensé des formations dans des domaines tels que le traumatisme médical, le déminage de base et l'arpentage.

Elections et dialogue politique. Le Centre a mis à profit les réunions du Conseil public tadjik pour promouvoir un dialogue ouvert entre le Gouvernement et la société civile. Le Conseil réunit 70 représentants d'organismes publics, de partis politiques et de la société civile pour évoquer des questions sociales préoccupantes et parvenir à un consensus en la matière. Une série de séminaires a en outre permis de sensibiliser l'opinion publique à la relation entre la loi et la religion et de promouvoir la tolérance dans le Tadjikistan méridional. Des camps d'été ont permis de dispenser une formation civique à des jeunes.

Des séminaires auxquels ont participé des membres des commissions électorales et quelques 1 600 représentants de l'Etat ont contribué à améliorer la capacité des partis politiques à se présenter en prévision de l'élection parlementaire du 27 février.

Lutte contre le terrorisme. Des conférences, des campagnes de

sensibilisation et la publication de brochures sur les causes et les objectifs du terrorisme international ont permis d'empêcher la propagation d'idées extrémistes et du terrorisme. Elles ont également appris aux participants comment se protéger individuellement du terrorisme.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Renforcement des capacités des petites entreprises. A l'appui du programme de réduction de la pauvreté lancé par le Gouvernement, le Centre a financé de nombreux projets de développement de petites entreprises dans les régions, permettant à leurs bénéficiaires de démarrer leur propre entreprise. Bon nombre de ces projets étaient axés sur l'Est et le Sud nécessitant du pays et ont dispensé des formations dans des domaines tels que la couture et la boulangerie pour permettre aux femmes dont les maris sont partis travailler à l'étranger de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Des camps d'été, dont deux avec des étudiants kirghizes et afghans, ont permis à des jeunes désireux de lancer leur propre entreprise d'acquérir les compétences de base nécessaires pour ce faire.

Droits des travailleurs migrants. Des centaines de milliers de citoyens tadjiks, pour la plupart des hommes, partent chaque année à l'étranger, essentiellement en Russie, pour y trouver du travail. Beaucoup ne sont pas informés des conditions à remplir en matière d'immigration et d'immatriculation et deviennent des migrants en situation irrégulière. Le Centre et

L'Organisation internationale pour les migrations financent depuis 2004 un centre d'information pour les candidats à l'émigration.

Soutien à la réforme agraire. Depuis 1996, le Tadjikistan réorganise les grandes fermes d'Etat et collectives en coopératives. En 2004, pour faciliter la réforme agraire, le Centre a lancé un projet visant à fournir une formation aux agriculteurs pour faire en sorte qu'ils comprennent leurs droits et leurs options en matière d'occupation des terres. En 2005, l'ONG partenaire, l'Agence d'aide à la coopération technique et au développement, a organisé des sessions de formation sur les exploitations agricoles en cours de réorganisation.

Commerce transfrontalier. Le Centre s'emploie depuis 2004 à promouvoir le développement du commerce entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. En octobre, une conférence internationale sur le développement des échanges entre pays bordant la région du Pamir a eu lieu à Khorog, le centre administratif de la région de Badakhshon. La conférence a suscité un certain nombre de transactions commerciales transfrontalières.

Stratégie environnementale et éducation environnementale. Le Centre a prêté son concours au Tadjikistan dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie environnementale nationale pour 2005-2020. Cette stratégie vise à améliorer la législation ainsi que les capacités institutionnelles et à fixer des priorités pour résoudre les problèmes écologiques. Après une formation et des campagnes de sensibilisation en 2004, les habitants de la vallée du Rasht dans le Sud-Est du Tadjikistan ont planté 500 000 plants de leur propre initiative, soit bien plus que les 12 500 envisagés dans le cadre du projet. Ces arbres contribueront à faire cesser la dégradation et l'érosion des sols.

Des séminaires de sensibilisation de l'opinion à la pollution causée par les déchets radioactifs ont permis de promouvoir l'utilisation appropriée des ressources en eau et d'accroître les capacités des communautés locales à gérer les catastrophes naturelles.

Convention d'Aarhus. Le Centre

Aarhus à Douchanbé, que l'OSCE a établi en 2003, a aidé à rédiger une loi sur la protection de l'environnement, publié des dossiers d'information et créé un site web (www.aarhus.land.ru) sur la Convention d'Aarhus, qui énumère les droits environnementaux publics. Le Centre a organisé des séminaires et des auditions publiques auxquels ont participé les communautés et les autorités locales pour mieux faire connaître la Convention. L'OSCE a ouvert un deuxième centre à Khoudjand, dans le nord du Tadjikistan, dans le cadre des programmes des Nations Unies pour l'environnement et le développement ainsi que de l'initiative de l'ONU, de l'OSCE et de l'OTAN pour l'environnement et la sécurité.

Des patrouilles vertes et des camps d'été sur l'écologie ont formé un millier d'étudiants dans tout le Tadjikistan sur des questions environnementales. Dans la région méridionale de Kourgan-Tioube, 2 100 personnes ont suivi une formation sur les conséquences de la dégradation des écosystèmes pour la sécurité humaine.

Activités liées à la dimension humaine

Sensibilisation aux droits de l'homme. La faible sensibilisation aux droits de l'homme au Tadjikistan a incité le Centre à former et à informer la population sur les droits de l'homme et l'état de droit. L'Ecole d'été de l'OSCE sur les droits de l'homme a préparé de futurs dirigeants aux normes et aux engagements en la matière.

En coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Centre a contribué à faire d'un petit projet d'éducation aux droits de l'homme pour écoles secondaires le premier programme global en la matière s'étendant au pays tout entier. Une majorité d'écoles pourrait bientôt participer à ce programme.

Réforme législative, judiciaire et pénitentiaire. Le Centre a prêté son concours au Gouvernement pour identifier les failles dans le système judiciaire et a formé des membres d'ONG à l'observation et à l'analyse des procès conformément aux normes internationales

pour des procès équitables. La simple présence d'observateurs nationaux, une nouveauté au Tadjikistan, a contribué pour beaucoup à sensibiliser de nombreux tribunaux aux normes d'équité des procès.

Une culture de l'état de droit signifie également que les citoyens ordinaires ont accès à la justice. Dans le cadre de son projet sur les plaintes individuelles pour violations des droits de l'homme, le Centre a financé une formation dispensée à des juristes de toutes les régions pour leur permettre de mieux venir en aide aux victimes de violations.

Une table ronde a mis en évidence l'humanisation du code pénal tadjik, les alternatives à l'emprisonnement, et les efforts conjoints déployés par le Gouvernement et la société civile pour développer les peines de substitution.

Droits des minorités. Une enquête sur les minorités et un site web créé en 2005 entendent donner un aperçu de la situation des minorités nationales et offrir au Gouvernement un meilleur cadre pour sa politique.

Développement des médias. Le Centre a élargi les activités du Centre de ressources pour les médias inauguré en 2004 en offrant aux journalistes une formation sur les techniques journalistiques et les technologies de l'information. Le cours intensif d'une durée d'un mois de *Master en journalisme de télévision* a enseigné à 13 jeunes les rudiments du journalisme de télévision, de la manière de tenir une caméra de télévision à la production de programmes d'information. Afin d'améliorer la qualité de la couverture de l'actualité sur Internet dans la vallée de Ferghana, l'Agence de presse en ligne *Varorud* (www.varorud.org) a été rénovée et son personnel a bénéficié d'une formation complémentaire.

Le Centre de Douchanbé a continué d'apporter son concours aux journaux régionaux *Kulyabskaya Pravda* (en russe et tadjik) et *Bomdod* (en tadjik) dans le Tadjikistan méridional, ainsi qu'au magazine de langue ouzbèke *Nafosat* pour la minorité ouzbèke.

Sensibilisation aux questions de parité des sexes. Le Centre a or-

ganisé des sessions de formation aux questions de parité des sexes à l'intention du personnel de l'Institut de formation des employés de l'Etat tadjik. Ce projet, qui se poursuivra en 2006, a comporté une évaluation générale de la sensibilité des employés de l'Etat aux questions de parité des sexes ainsi que de leurs connaissances en la matière et sera utilisé pour élaborer des modules de formation à l'intention de divers ministères tadjiks.

Actes de violence familiale : Nargis et son mari prennent un nouveau départ

Grâce à un financement des Etats-Unis, le Centre de l'OSCE a ouvert le premier foyer d'hébergement pour victimes d'actes de violence familiale au Tadjikistan en juillet.

En août, une femme de 33 ans que nous appellerons Nargis, victime de coups répétés et d'abus sexuels et psychologiques de son mari, a obtenu une place et des conseils au foyer d'hébergement. En présence d'un avocat, le mari a, par la suite, signé une déclaration selon laquelle il n'attaquerait plus Nargis sous peine de faire l'objet de poursuites judiciaires. Il a égale-

ment demandé qu'on lui laisse une autre chance de reconstruire sa famille.

Selon Mavzona Khakimbayeva, coordonnatrice du foyer, « Nargis est récemment revenue à la maison et participe avec son mari à des consultations psychologiques au foyer ». « Ils semblent mener une vie plus harmonieuse, et je considère que ce cas est un succès ».

Depuis son ouverture, le foyer, situé à Khoudjand dans le nord du Tadjikistan, a fourni plus de 160 consultations psychologiques dans ses locaux et 580 par téléphone. Près d'une vingtaine de femmes sont logées au centre.

Centres de ressources pour femmes. L'OSCE a financé neuf centres de ressources pour femmes dans les régions. Ces centres sensibilisent les femmes à leurs droits, leur offrent des consultations juridiques et psychologiques gratuites et les aident à améliorer leurs qualifications professionnelles. Des groupes d'alphabétisation ont aidé les jeunes filles en milieu rural à éliminer des lacunes dans leur formation dues à la pauvreté et à la guerre civile.

S'inscrivant dans le prolongement du projet lancé par l'OSCE en 2004 sur les droits des femmes dans l'Islam, des séminaires et des programmes de télévision sur l'égalité entre les sexes ont comparé la loi séculaire avec la loi traditionnelle et de la charia. Les trois derniers séminaires de clôture ont été organisés à l'intention d'étudiants d'écoles islamiques dans le Tadjikistan septentrional.

Lutte contre la traite des êtres humains. Le Centre a financé l'élaboration du rapport initial du Tadjikistan sur la mise en œuvre du *Protocole de Palerme additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants*. Cela a permis d'identifier des lacunes dans la législation et les pratiques nationales, et d'élaborer un plan d'action national sur la lutte contre la traite des êtres humains.

Chef du Centre :
M. l'Ambassadeur Alain Couanon
Budget révisé : 3 728 900 €
www.osce.org/tadjikistan

Centre de Tachkent

En 2005, le Centre a axé ses activités politico-militaires sur la lutte contre le terrorisme, la destruction de composants de propergols non utilisés, la lutte contre le trafic d'armes légères et de petit calibre et le renforcement de la sécurité aux frontières,

préoccupations en matière de sécurité soulevées par les autorités ouzbèkes.

Dans le domaine économique, le Centre a travaillé avec des agriculteurs ouzbeks pour améliorer leur protection juridique et il a dispensé à des femmes et à des jeunes une

formation à l'entrepreneuriat. Il a contribué à sensibiliser l'opinion publique aux questions environnementales et apporté son soutien à l'élaboration d'un programme de cours du secondaire sur les questions de conservation de l'eau, compte tenu de la

rareté des ressources dans le pays.

Dans la dimension humaine, il a mis en chantier un projet visant à promouvoir l'échange interculturel d'étudiants et a poursuivi ses activités relatives à la réforme pénitentiaire et à l'éducation juridique.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Prévention et lutte contre le terrorisme. Le Centre a mis au point un programme à long terme pour aider l'Ouzbékistan à prévenir et combattre le terrorisme. Dans le prolongement d'un atelier organisé à Tachkent en décembre 2004, le Centre a tenu des consultations avec le Gouvernement sur un éventuel projet qui contribuerait à améliorer le système national des passeports.

Le Centre a fait en sorte que des fonctionnaires ouzbeks puissent participer à un certain nombre d'ateliers d'experts organisés par l'Unité d'action contre le terrorisme du Secrétariat de l'OSCE sur la *sécurité des conteneurs* (en février), la *coopération dans les affaires pénales relatives au terrorisme* (en avril), le *terrorisme suicide* (en mai) et la *lutte contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes* (en octobre).

Promotion de la sécurité aux frontières. Le Centre a organisé la participation de cinq spécialistes du service des frontières et des douanes afghan à un stage régional de formation avancée pour maîtres-chiens, qui s'est déroulé à Tachkent dans le cadre du programme du PNUD et de l'UE de gestion des frontières en Asie centrale. Cinq participants respectivement du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan ont également pris part à ce stage de formation, dont les objectifs étaient les suivants :

- améliorer les compétences pratiques et théoriques des maîtres-chiens/instructeurs ;
- former les chiens à la recherche de drogues et d'explosifs ;

- renforcer la coopération régionale entre représentants de centres de dressage canin et maîtres-chiens d'Asie centrale.

Destruction des composants toxiques du propergol. En janvier, le Centre a reçu du Ministère de la défense une demande officielle d'aide dans la destruction de ses stocks d'un composant toxique de propergol. Environ 1 000 tonnes de ce propergol liquide sont stockées à Oqtosh, dans la région de Samarkand. (Pour de plus amples informations sur la question, veuillez vous référer à la page 13).

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Le Centre a facilité la participation d'une délégation ouzbèke à un séminaire préparatoire de la treizième Réunion du Forum économique de l'OSCE sur le thème des *migrations d'un point de vue économique, environnemental et sécuritaire*, tenu à Almaty. La délégation se composait notamment de représentants du Ministère de l'intérieur, du Centre pour une politique économique efficace qui relève du Ministère de l'économie, du Ministère du travail et de la protection sociale de la population, ainsi que du Centre pour la recherche sociale et en marketing.

Appui au développement de l'agriculture. En coopération avec l'Association des agriculteurs ouzbeks, le Centre a organisé des programmes de formation pour contribuer à développer l'agriculture. Le projet a donné à quelques 520 agriculteurs l'occasion de s'entretenir de questions pratiques, telles que les relations contractuelles, les impôts et les assurances, ainsi que de l'irrigation, de l'utilisation des terres et de la productivité

des sols. Sur la base des obstacles auxquels les participants ont déclaré être confrontés en tant qu'entrepreneurs, le Centre a élaboré un certain nombre de recommandations. Il a également soutenu l'arbitrage. Organisés par une ONG, le *Centre de recherche sur les problèmes juridiques*, les stages de formation, d'une durée de deux jours, visaient à faciliter le développement de l'arbitrage dans les provinces et à promouvoir la protection juridique des agriculteurs en formant des juristes locaux au règlement des litiges entre agriculteurs et à leur donner des consultations juridiques appropriées.

Bakhtyor Toshpulatov établit un plan d'entreprise

La promotion d'initiatives entrepreneuriales est indispensable pour assurer la transition de l'Ouzbékistan vers une économie de marché. Le niveau du chômage y est élevé, en particulier dans les zones rurales. De nombreux jeunes éprouvent des difficultés à trouver du travail en raison du nombre limité de possibilités qui leurs sont offertes et d'un manque de compétences entrepreneuriales.

Le Centre de Tachkent cherche à accroître les chances des jeunes afin qu'ils ne soient pas tentés de quitter l'Ouzbékistan, à atténuer les tensions sociales et à stimuler l'économie du pays. Avec l'appui du Mouvement social des jeunes républicains *Kamolot*, le Centre a organisé une série d'ateliers de formation pour aider de jeunes ouzbeks à élaborer leur propre plan d'entreprise et apprendre à défendre leurs intérêts.

Bakhtyor Toshpulatov produit et vend des ballons de sport. Il a participé à un projet de création d'entreprises par des jeunes parrainé par l'OSCE dans sa province natale de Ferghana. Son plan d'extension de

son entreprise et de production de davantage de types de ballons pour un marché plus vaste a été sélectionné par un groupe d'experts en vue d'un financement.

Il a déclaré : « la formation de l'OSCE a amélioré mes connaissances de l'entrepreneuriat privé et des questions juridiques y afférentes ». « Elle m'a permis de définir l'orientation et les possibilités de mon propre plan d'entreprise. »

Interrogé sur ses projets d'avenir, Toshpulatov a expliqué qu'il entendait faire bien connaître son produit à l'échelle nationale et internationale, un plan ambitieux pour le jeune entrepreneur. Mais avec l'appui de son pays et du Centre de l'OSCE, il pourrait fort bien le réaliser.

Entrepreneuriat des femmes. Le Centre a poursuivi son projet sur l'entrepreneuriat des femmes en communiquant à quelque 125 d'entre elles des informations sur les aspects juridiques et pratiques de l'exercice d'une activité commerciale. A la demande du Comité des femmes ouzbèkes, le Centre a organisé des ateliers dans les cinq provinces qui n'étaient pas couvertes par le programme de 2004. Le Comité des femmes prévoit de rester en contact avec ces entrepreneurs et de les aider à accéder à un crédit financier afin de démarrer leur propre entreprise. Tout au long de l'année, le Comité des femmes / Centre d'information de l'OSCE a donné des consultations gratuites sur des questions de nature commerciale à des femmes souhaitant devenir entrepreneurs.

Lutte contre la corruption. Le Centre a fourni des exemplaires supplémentaires de l'édition ouzbèke de son manuel sur les *meilleures pratiques dans la lutte contre la corruption* au Bureau du Procureur général et à la Cour suprême économique, entre autres.

Tourisme. Le Centre a poursuivi une initiative de l'OSCE visant à promouvoir le développement de petites entreprises dans le secteur du tourisme. Dans sa première phase, le projet a évalué les conditions et les perspectives du développement du tourisme dans les provinces de Surkhandarya et de Kaskadarya.

Participation publique à la prise

de décisions dans le domaine de l'environnement. Le Centre a prêté son soutien au Centre de promotion publique de l'environnement *Armon* en contribuant à l'organisation d'une série de tables rondes dans plusieurs provinces sur la sécurité environnementale et l'initiative civile. Les participants ont évoqué la question des déchets industriels dangereux et de leur impact sur l'environnement et le bien-être social. Dans le cadre du projet, les citoyens ont bénéficié de consultations juridiques gratuites sur des questions environnementales.

Lutte contre le trafic de drogue. Le Centre a facilité la publication de 1 000 exemplaires d'un bulletin d'information rendant compte de la situation en matière de drogue en Asie centrale en 2004. Cette publication annuelle est élaborée par le partenaire local, le Centre national pour le contrôle des drogues, sous les auspices du Cabinet des ministres ouzbeks. Elle se fonde sur des informations provenant des centres nationaux pour le contrôle des drogues au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan, et elle est distribuée gratuitement aux organismes internationaux et nationaux compétents.

Promotion de l'esprit d'entreprise et de la protection de l'environnement dans les Mahallas. Le Centre et la Fondation nationale *Mahalla* d'organisations communautaires locales ont tenu dans plusieurs provinces de l'Ouzbékistan des ateliers faisant partie de la série intitulée *Mahallas : promotion de l'esprit d'entreprise et de la protection de l'environnement*. Ces ateliers ont permis d'informer les dirigeants des mahallas sur le droit des affaires et le droit environnemental, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, le traitement des déchets domestiques et l'entrepreneuriat.

Formation d'écoliers à l'environnement. En coopération avec le Centre d'information scientifique de la Commission interétatique de coordination des ressources en eau pour l'Asie centrale, le Centre de l'OSCE à Tachkent a apporté son soutien à l'élaboration, à l'intention d'établissements de l'enseignement secondaire, d'un projet de programme de cours sur des questions relatives à la conservation de l'eau.

Le Centre d'information scientifique a formé des enseignants du secondaire à ce programme et organisé un camp d'été d'une durée de dix jours à l'intention d'écoliers des provinces pour sensibiliser davantage les jeunes aux questions environnementales.

Activités liées à la dimension humaine

Prévenir et combattre la traite des êtres humains. Le Centre a organisé un voyage d'études pour les membres d'un groupe de travail interinstitutions de responsables de l'application de la loi et de représentants de la société civile en ex-République yougoslave de Macédoine et en Italie, pays de transit et de destination. Ce voyage d'études et de fréquentes réunions conjointes ont contribué à améliorer la coopération entre le Gouvernement et la société civile ainsi que la coordination dans la lutte contre la traite des êtres humains. Le Centre a également apporté son soutien à de petits projets sur le terrain destinés à sensibiliser et à informer des groupes à risque à Termez, Samarkand et Ferghana. A l'appui de l'initiative d'une ONG basée à Navoyi, le Centre a publié une brochure intitulée *Faites votre propre choix*. Il a également assuré la formation de quelques 1 500 enquêteurs aux méthodes d'identification des crimes liés à la traite des êtres humains et d'enquête en la matière.

Autonomisation des femmes. Le Centre a concentré son action sur le renforcement des capacités des organisations de femmes dans le domaine de la défense et de l'observation de leurs droits ainsi que de l'établissement de rapports à ce sujet. Il a accordé une attention particulière à une initiative commune du médiateur et de la société civile visant à former des experts nationaux pour mettre en œuvre la *Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)*, en assurer le suivi et établir des rapports sur la question.

Réforme des prisons. Le Centre s'est employé à humaniser et libéraliser davantage le système pénitentiaire. Il a aidé les autorités et des ONG en leur fournissant de la documentation et en favorisant les

initiatives de réforme et le renforcement des capacités. Il a axé son soutien sur les ONG ouzbèkes qui observent la situation dans les prisons. Le Centre a formé des représentants d'ONG de différentes régions à l'observation des droits de l'homme en consolidant cette capacité afin d'étendre géographiquement l'observation des prisons. Il a contribué à l'établissement, au Centre de formation pénitentiaire, d'une unité de documentation consistant en une bibliothèque spécialisée et une classe d'informatique avec un accès permanent à Internet.

Programme d'appui à la formation juridique. Le Centre, l'Ambassade des Etats-Unis, l'Association du Barreau américain et l'Institut de droit d'Europe centrale et d'Eurasie ont lancé un programme de formation de formateurs afin d'intégrer une formation pratique dans la formation juridique continue des procureurs. Les premiers stages de formation ont porté sur la sauvegarde des droits des prévenus au cours des interrogatoires préliminaires ainsi que sur les normes professionnelles des procureurs.

Activités en faveur des jeunes. En coopération avec trois ONG locales, le Centre a mis en chantier le projet sur les *Jeunes au XXI^e siècle*. Ce projet s'emploie à faire participer les jeunes au développement de la société et à promouvoir le dialogue, le débat et l'échange interculturel entre étudiants. Dans le cadre du projet, des jeunes ont participé à des séminaires et à des écoles d'été sur des sujets tels que la tolérance et le multiculturalisme, la prévention des conflits et le rôle des jeunes dans la société.

Chef du Centre :
M. l'Ambassadeur Miroslav Jenca
Budget révisé : 1 275 900 €
www.osce.org/tashkent